



**HAL**  
open science

## Ethique, démocratie et économie mondialisée

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Ethique, démocratie et économie mondialisée. Jacques Fontanel. Questions d'éthique, L'Harmattan, pp.55-77, 2007, Les idées et les théories à l'épreuve des faits, 978-2-296-02850-0. hal-02925787

**HAL Id: hal-02925787**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02925787>**

Submitted on 31 Aug 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Ethique, démocratie et économie mondialisée

Jacques Fontanel

In  
Questions d'éthique  
L'Harmattan  
Paris, 2007

Résumé : Historiquement, es pays industrialisés ont souvent été plutôt favorables aux valeurs démocratiques. La question de la corrélation se pose, mais elle ne suppose pas non plus un lien de cause à effets. Dans les faits, le pouvoir économique devient la clef du pouvoir politique. Il existe même des contradictions entre la démocratie politique et le capitalisme, lequel a été compatible avec l'esclavage ou le colonialisme. Le développement économique sans démocratie est possible, notamment dans le cadre d'un système autoritaire éclairé, souvent plus efficace qu'une démocratie corrompue. Cependant, la démocratie est un système de contrôle qui endigue plus structurellement le militarisme, l'autoritarisme et les effets de domination. Le respect des droits de l'homme permet un débat sur le type de croissance et l'élargissement de ses fruits aux citoyens. Cependant, la mondialisation réduit le potentiel démocratique face aux forces de l'argent. Elle est encore aujourd'hui dominante, alors que l'universel est en voie de disparition. Le politique doit réinvestir l'économique, en refusant les visions technocratiques, utilitaristes et égoïstes d'un capitalisme très avare d'expression des valeurs collectives, contrairement à aux incitations des valeurs démocratiques.

Historically, industrialized countries have often been quite supportive of democratic values. The question of correlation arises, but it does not imply a causal link either. In fact, economic power becomes the key to political power. There are even contradictions between political democracy and capitalism, which has been compatible with slavery or colonialism. Economic development without democracy is possible, especially under an enlightened authoritarian system, which is often more effective than a corrupt democracy. However, democracy is a system of control that more structurally curbs militarism, authoritarianism and the effects of domination. Respect for human rights allows for a debate on the kind of growth and the extension of its fruits to citizens. However, globalization reduces democratic potential in the face of the forces of money. It is still dominant today, while the universal is disappearing. Politics must reinvest the economic, rejecting the technocratic, utilitarian and selfish visions of a very stingy capitalism of expression of collective values, contrary to the incentives of democratic values.

Ethique, démocratie, capitalisme, globalisation  
Ethic, democracy, capitalism, globalization

« Jamais auparavant une telle prospérité n'avait été partagée par tant d'hommes et de femmes à travers le monde, jamais tant de familles n'étaient sorties de la pauvreté en l'espace d'une ou deux générations à peine. Jamais non plus tant de pays n'avaient connu la liberté et la démocratie. Le progrès économique a été véritablement remarquable. Nous pourrions donc à juste titre considérer que le verre est, pour le moins, à moitié plein... Cependant, le fossé entre riches et pauvres n'a jamais été aussi large qu'il ne l'est aujourd'hui. Et il continue de se creuser. Parallèlement, nous avons assisté à une succession de crises financières qui ont secoué les marchés émergents suite aux voltes faces brutales des investisseurs... Nous avons appris enfin que les politiques économiques ne peuvent pas être imposées de l'extérieur, si, y compris les mieux conçues, ont peu de chance de réussir si elles sont simplement imposées de l'extérieur – c'est-à-dire que leur prise en charge par les pays eux-mêmes est indispensable si l'on veut apporter une solution durable aux problèmes posés. »<sup>1</sup>. Lorsque les structures économiques et politiques « fondamentales » d'une économie sont solides, la mondialisation libérale favorise durablement l'investissement et la croissance. En revanche, lorsqu'elles sont fragiles, les forces de la mondialisation exacerbent la crise et alourdissent le coût social des réformes économiques. Dans ce contexte, le contrôle

---

<sup>1</sup> Flemming Larsen (2002), « Comment (mieux) gouverner l'économie mondiale », FMI, Conférence d'Helsinki, *Searching for Global Partnership*, 2 décembre.

démocratique est absent et les citoyens paient pour des décisions dont ils ne peuvent pas prendre la responsabilité.

Pour George Bush, « le commerce crée des habitudes de liberté et ces habitudes font naître l'espérance de la démocratie ainsi que les revendications en faveur de meilleures institutions démocratiques. Les sociétés ouvertes au commerce international s'ouvrent davantage à la démocratie à l'intérieur de leurs frontières »<sup>2</sup>. Parfois l'aide internationale constitue aussi un avantage économique important pour tout le monde (Plan Marshall), mais la situation actuelle s'y prête plutôt mal. Depuis la mondialisation, certains pays connaissent une réduction sensible de leur espérance de vie et subissent même une déscolarisation. Pour le PNUD, « le marché ne récompense pas la solidarité »<sup>3</sup>. L'État et les entreprises sont des instruments essentiels de la solidarité, à la fois par l'expression de la démocratie et par l'exercice de la citoyenneté dans l'entreprise. Or, ces deux derniers concepts sont mis en tutelle par les intérêts marchands dans un capitalisme mondial fondé prioritairement sur les idées de performances économiques et de profits.

## I. LES ANTAGONISMES ENTRE LA DÉMOCRATIE ET LE CAPITALISME

Le concept de démocratie est polysémique, mais on peut le définir comme le libre choix d'un gouvernement représentatif des intérêts de la majorité et respectueux du droit inaliénable de toutes les personnes à vivre en accord avec leurs croyances et leurs intérêts fondamentaux<sup>4</sup>. Platon prétendait que les inégalités étaient corruptrices, mais aussi que la démocratie conduisait inéluctablement au désordre, au despotisme et donc à la servitude du peuple. Au contraire, pour Tocqueville, la démocratie est inséparable du gouvernement du peuple, c'est une société égalitaire. Cependant, si le despotisme des empereurs était violent, mais réservé à quelques personnes, le despotisme des nations démocratiques serait plus étendu, plus doux, dégradant les hommes

---

<sup>2</sup> Griswold D. (2005), « Mondialisation, droits de l'homme et démocratie », *Journal USA*, [www.freetrade.org](http://www.freetrade.org)

<sup>3</sup> PNUD (1999), *Rapport mondial sur le développement humain*, De Boeck & Larcier, Paris, Bruxelles, p. 80.

<sup>4</sup> Touraine A. (1991), « Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (128) Mai 1991, p. 275-283.

sans les tourmenter<sup>5</sup>. Pour Tocqueville, les hommes seraient alors semblables et égaux, aux plaisirs vulgaires, isolés socialement, étrangers à la destinée des autres, sans patrie, sinon sans famille. Un pouvoir fort et tutélaire se charge d'assurer cette modeste jouissance, au même titre qu'une puissance paternelle. Il est l'unique agent et le seul arbitre, il assure la sécurité et les besoins, rendant de moins en moins applicable le libre-arbitre. Il amollit plus qu'il ne brise les volontés, il ne s'engage pas dans la destruction, il réduit la capacité de création. Il ne détruit pas, il empêche de naître.

Dans l'ancienne Athènes, mais aussi pour les pères fondateurs des États-Unis, la démocratie était compatible avec l'esclavage. Dans les sociétés de marché contemporaines, le pouvoir vient de la fortune et de la position politique (le Code du pouvoir, selon Marc Guillaume<sup>6</sup>, qui s'accouple de plus en plus avec le Code du capital). Les sphères politiques et économiques croient dans les inégalités congruentes. Le capitalisme les a défendus et a essayé de démontrer leur justesse et leurs droits. Pour Herbert Spencer, le capitalisme élimine le faible, c'est pourquoi il est fort. C'est un mouvement eugénique. Dans sa forme la plus noire, le capitalisme est compatible avec l'esclavage (le Sud des États-Unis pendant deux siècles), ce qui n'est pas le cas de la démocratie moderne (celle de l'Antiquité s'en arrangeait aisément). Des droits inégaux de vote ne sont pas nécessaires dans les démocraties pour préserver les inégalités capitalistes. Il suffit de financer les élus potentiels.

Souvent présentées comme un facteur de paix, les démocraties ont souvent engagé des guerres de « civilisation », qui ont parfois justifié le colonialisme. Il convient surtout de constater que la démocratie et le capitalisme ont des fondements différents dans leur conception du pouvoir<sup>7</sup>. L'un considère l'égalité des hommes, l'autre pense en termes de substituabilité, d'inégalités, de productivité, de richesses et d'appropriation de ces richesses. Le théorème d'impossibilité d'Arrow démontre la difficulté à définir un cadre cohérent susceptible de conduire à une évaluation sociale rationnelle. Tous les mécanismes de décision fondés sur le classement individuel des choix possibles mènent à une contradiction logique, sauf à admettre la solution dictatoriale.

Aujourd'hui, la démocratie est souvent apparentée aux concepts de paix et de capitalisme. Le développement économique favorise

---

<sup>5</sup> Voir Belmary M. (1999), *Abel ou la traversée de l'Eden*, Grasset, Paris.

<sup>6</sup> Guillaume, M. (1974), *Le capital et son double*, PUF, Paris.

<sup>7</sup> Thurow L. (1996), *The future of capitalism? How today's economic forces shape tomorrow's world?*, William Morrow and Company, Inc, New York.

l'expansion de la classe moyenne, laquelle revendique l'accès aux valeurs démocratiques. Dans ce contexte, le commerce empêche les pratiques « bureaucratiques » qui sont autant de facteurs de corruption, d'autocratie et de limitation de l'innovation. La liberté politique ne peut s'exercer dans un univers de prévarication, souvent produit par l'économie « contrôlée ». Avec la fin de l'économie planifiée, la liberté économique dessine un univers favorable à l'expression des opinions et des idées. Si avec l'idée d'une paix universelle proche, nous sommes entrés dans l'ère de « l'optimisme démocratique », les penchants les plus spontanés de l'être humain à écraser, dominer ou asservir les autres conduisent à une réflexion concurrente sur la « mélancolie démocratique »<sup>8</sup>. Au siècle dernier, les conquêtes étaient faciles en raison de la supériorité militaire des peuples européens. Elles étaient même dans une certaine mesure justifiées par une doctrine de la mission civilisatrice. Aujourd'hui, ce n'est plus au nom de la Révolution et du peuple, mais au nom d'une conception non-révolutionnaire de la démocratie que se soulèvent tous ceux, minorités ou majorités, qui se sentent réprimés et trahis par les nouveaux régimes. Tout en donnant, par son nom, l'idée d'une plus grande union entre les peuples et les personnes, la mondialisation met les solidarités à rude épreuve, car elle n'est fondée que sur les valeurs économiques marchandes.

Le droit de l'échange économique libre constitue un accélérateur de la croissance économique, au même titre que l'éducation se présente comme un instrument essentiel du développement socio-économique, qui a expliqué en grande partie le fameux « miracle économique » asiatique. L'expansion des marchés détruit l'altruisme et plus généralement l'aide aux plus pauvres (pays et personnes). Aujourd'hui, la corruption s'accroît en même temps que les valeurs démocratiques sont menacées. Si certaines valeurs sociales sont parfois défendues, les considérations économiques n'en sont pas pour autant exclues. Ainsi, les droits du travail en faveur des pays du tiers-monde sont aussi un moyen de réduire la pertinence de leur concurrence. Ce qui est recherché dans la mondialisation, c'est l'efficacité et la rentabilité, certainement pas l'union des peuples et des personnes.

Le pouvoir économique devient une clef du pouvoir politique. La recherche constante de la richesse n'est pas utile pour la consommation, mais pour le pouvoir de décision. Il est toujours possible de convertir le pouvoir économique en pouvoir politique et inversement. Le gouvernement a essayé d'altérer les inégalités de revenus en vue des

---

<sup>8</sup> Bruckner P. (1990), *La mélancolie démocratique*, Éditions du Seuil, Paris.

élections ou pour réorganiser une économie anémiée ou laissant trop de place à la contestation sociale. Le capitalisme produit une distribution des revenus très large en comparaison avec les autres distributions de caractéristiques humaines (durée de vie, patrimoine génétique, intelligence). Même en partant sur des conditions égalitaires, le marché convertit rapidement les égalités en inégalités<sup>9</sup>. Ce qui manque souvent aux pays en voie de développement, ce sont les initiatives capables de créer des opportunités sociales. Le développement de la santé, de l'éducation et de protection sociale contribue directement à la qualité de la vie.

Le développement économique sans démocratie est parfois revendiqué. Pour de nombreux théoriciens, le développement économique est le résultat d'un combat, d'un processus brutal fait de sang, de sueur et de larmes, selon les termes de Churchill. La protection sociale minimale devient alors un luxe démocratique dont il faut se débarrasser. Pour Meiksins Wood<sup>10</sup>, capitalisme et démocratie sont en contradiction, car le contenu démocratique du capitalisme est le produit des luttes sociales et non pas un facteur intrinsèque à l'économie de marché. En fait, cette liaison est souvent analysée comme la recherche d'un équilibre politique dans lequel les forces démocratiques se battent contre le pouvoir autoritaire du capitalisme. Les politiciens capitalistes américains se sont opposés à l'intégration des noirs, mais le résultat n'a pas été conforme à leurs souhaits. Les origines du capitalisme dans les États absolutistes de l'Europe sont bien connues et elles n'ont pas immédiatement condamné l'esclavage. L'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste ont accepté l'idée de l'économie de marché, même si l'intervention de l'État y était très prégnante. L'Argentine, le Chili ou le Paraguay ont connu la dictature, en même temps qu'ils se reconnaissaient dans le camp occidental de l'économie de marché. Pour Lee Kuan Yew, ancien Premier Ministre de Singapour, le non-respect des droits individuels stimule la croissance, les plus forts doivent l'emporter, dans le respect de la rigueur et de la discipline. C'est un élément important du décollage économique. La Chine, pourtant fondée sur le communisme, obtient de meilleurs résultats du marché que l'Inde principalement du fait de l'éducation des masses (plus de la

---

<sup>9</sup> Malgré de faibles écarts de compétence, certaines stars dominent le jeu (notamment dans la peinture, la musique, où de faibles écarts de talent sont sanctionnés par d'incroyables différences de revenus). Bill Gates a du talent et beaucoup de chance.

<sup>10</sup> Meiksins Wood, E. (1995), *Democracy against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge University Press, Cambridge.

moitié de la population indienne est analphabète) et d'un pouvoir fort, hostile à la démocratisation, pour doper le développement économique.

Pour Milton Friedman<sup>11</sup>, au contraire, les marchés libres et les élections libres vont de pair, dans un processus de renforcement mutuel. Pendant longtemps, la liberté et la démocratie ont été identifiées à la destruction des barrières sociales et à l'intégration de la société et de la nation. La république était définie comme une et indivisible, à l'opposé des anciens régimes segmentés par le maintien de coutumes, de privilèges, de droits particularistes. Les grandes organisations internationales capitalistes conditionnent parfois leurs prêts à la mise en place d'élections libres. Le marché et la démocratie se renforcent mutuellement, ce qui fait référence aussi à Lénine<sup>12</sup> qui affirmait que la démocratie républicaine était le paravent idéal pour maintenir les relations économiques capitalistes. Or, pour les tenants du lien entre la démocratie et le capitalisme, une période transitoire d'autoritarisme est parfois nécessaire pour consolider le système économique, mais la démocratie apparaît rapidement, comme l'un des résultats du progrès économique et de l'évolution de la formulation et des mœurs des populations. La démocratie ne peut exister que si elle perpétue les régimes de propriété et de pouvoir du capitalisme. Si ces dernières règles collectives ne sont plus respectées, il n'y a plus de démocratie et, dans ce cas, les dictatures militaires sont préférables, pour conserver l'essentiel. « En un mot, les capitalistes ont une vision instrumentale de la démocratie au sein de laquelle les vertus et les vices sont définis en termes d'intérêts fondamentaux de propriété »<sup>13</sup>.

Quand la démocratie est dirigée par le capitalisme, elle va dans le sens de l'histoire. Quand elle s'imprègne de combats sociaux, elle est jugée comme un luxe historique qu'il vaut mieux éviter. C'est donc bien la primauté de la propriété privée qui est ainsi définie, c'est la loi tacite du capitalisme. Pour les démocraties, la pacification du monde, au nom du bien des gens et par la guerre, permet de concilier la défense des intérêts nationaux, stratégiques et économiques avec la morale. Plusieurs exemples historiques viennent conforter cette thèse, comme le montre James Petras<sup>14</sup>, en donnant les exemples des États-Unis (avec le compromis de 1877, qui excluait les femmes et les noirs), l'Allemagne nazie en 1933 (lesquels nazis étaient financés par les

---

<sup>11</sup> Friedman M., Friedman, R. (1980), *Free to choose*, Penguin, Harmondsworth.

<sup>12</sup> Lénine (1980), *L'État et la révolution*, Publications d'État de Moscou.

<sup>13</sup> Petras J. (2000), « Capitalisme et démocratie : conflit, compatibilité et instrumentalisation », *Innovations*, n° 11, p. 182.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 183-194.

grandes entreprises allemandes, qui préféraient ce parti autoritaire à l'incertitude des élections), de la Finlande (1918), du Guyana (1953-1964), du Chili d'Allende et de Pinochet, du Guatemala (qui cherchait à réduire l'influence de la firme américaine United Fruit de 1950 à 1954), de la révolution du Shah d'Iran en 1954, des conflits à Haïti en 1991 et 1994 ou du Nicaragua (1979 et 1989). Aujourd'hui, par l'action humanitaire, les États occidentaux peuvent revendiquer la représentation du « bien » dans le monde, alors que souvent cette politique cache des jeux de puissance. Dans certains cas, on peut penser qu'il s'agit de renouer avec un projet colonial rajeuni. Les pays occidentaux ne cachent pas leur intérêt pour la dimension stratégique de l'humanitaire, autour des valeurs démocratiques et marchandes, en vue d'un élargissement de leur sphère d'influence. Même si cette stratégie comporte des éléments authentiques de solidarité, elle n'est pas dénuée d'arrière-pensées. C'est la trahison des Lumières<sup>15</sup>.

Le développement est un processus de croissance des richesses et de diversification croissante des activités économiques qui donne à l'homme une plus grande maîtrise de son propre destin contre la nature. La question qui se pose est de savoir si la démocratie est un préalable au développement. Pour Jean-Paul Fitoussi<sup>16</sup>, deux thèses s'affrontent. L'espérance de vie d'une démocratie dans un pays en développement de moins de 1 000 dollars n'excède pas six années, alors qu'aucune démocratie n'a été renversée lorsque les PIB excédaient 6 000 dollars par an. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur le point de savoir si la démocratie n'est pas un résultat du développement économique. Il est vrai que, dans ce contexte, la démocratie est conçue sous son angle politique traditionnel, se référant aux valeurs occidentales. D'un autre côté, la démocratie a un coût en matière de croissance économique, car les préférences collectives exprimées favorisent les dépenses publiques, notamment celles qui concernent les dépenses sociales, et elles s'opposent souvent aux réformes nécessaires, dans un élan d'autant plus conservateur que les citoyens sont en situation de fragilité relative.

Un système éclairé autoritaire peut s'avérer plus utile qu'une démocratie corrompue. Il existe un conflit entre l'idée égalitariste de la démocratie (un homme, un vote) et l'inégalité revendiquée par le capitalisme, que la société de « *welfare* » a cherché à réduire

---

<sup>15</sup> Guillebaud J.-C. (1995), *La trahison des Lumières*, Éditions du Seuil, Paris.

<sup>16</sup> Fitoussi J.-P. (2004), *La démocratie et le marché*, Grasset, Coll. « Nouveau Collège de Philosophie », Paris, 105 p.

progressivement. L'expérience montre que le développement a souvent été le fait des régimes autoritaires. Or, l'idée sous-jacente c'est que le développement a été permis et amplifié par la démocratie parlementaire à l'occidentale. Historiquement, les peuples qui ont cherché à conserver leur identité culturelle ont obtenu de meilleures performances économiques (Japon, Asie du sud-est, Chine) que ceux qui ont invoqué la démocratie et le marché. Les droits humains relèvent d'une réciprocité que tous les peuples peuvent partager, ils ne sont pas universels par nature.

L'acculturation occidentale est une tragédie<sup>17</sup>. La pluralité des logiques qui justifie l'exercice de la démocratie est remise en cause. La cohésion sociale et culturelle est un facteur essentiel de développement, alors que la mondialisation libérale revendiquée aujourd'hui est susceptible de favoriser la déterritorialisation et à la destruction du politique. De plus, imposer la démocratie « à l'occidentale » comme seul remède, c'est refuser aux pays du Sud et de l'Est la possibilité de la construire comme une alternative. La démocratie est un moment de l'histoire des peuples. Elle ne peut pas toujours être reçue par « transfusion ». Avec les opérations de maintien de la paix, on assiste à une internationalisation de la guerre pour la paix. Mais les pays subissant l'ingérence pourrait bien préférer la tyrannie au remède de la démocratie, qui peut avoir, comme l'a montré l'histoire, des effets secondaires désastreux<sup>18</sup>.

Si le capitalisme réagit généralement bien aux crises sociales, les démocraties sont mal armées, avec des majorités souvent conservatrices, pour réagir en temps réel. Les changements structurels massifs requis sont généralement combattus par les intérêts acquis. Il n'en reste pas moins qu'il est difficile d'avoir à la fois une idéologie égalitaire (démocratie) et un système économique facteur de fortes inégalités. La théorie de Rawls<sup>19</sup> s'oppose à l'utilitarisme, qui avalise les jugements de valeur dans la tradition rousseauiste. Elle conteste la conception ultralibérale du marché politique qui suppose soit qu'une majorité versatile s'impose à une minorité de manière tyrannique, soit que le politique est susceptible de se dissoudre dans le marché généralisé. La coexistence d'idéologies peut se faire par le consensus ou par regroupement, lequel conduit, par itération, à l'énoncé d'un

---

<sup>17</sup> Stiglitz J.-E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 492.

<sup>18</sup> Messica F. (1995), « L'ingérence : droit, devoir ou violation ? », in *Les nouveaux espaces politiques*, George Labica ed., L'Harmattan et Association pour la recherche de synthèses en sciences humaines, Paris.

<sup>19</sup> Rawls J. (1993), *Justice et démocratie*, Le Seuil, Paris.

contrat social établissant les règles fondamentales de la société. Ce contrat ne doit engager en rien les convictions morales, philosophiques ou religieuses de chacun. C'est un simple principe d'équité. Chacun est en mesure d'accomplir une expérience mentale qui le conduit à prendre conscience d'une certaine autolimitation nécessaire et volontaire de son intérêt. L'appel à la raison et à la rationalité est nécessaire. Il faut penser au long terme et à la réciprocité des intérêts. L'inégalité dans le monde n'est pas seulement une question de gouvernance mondiale mais aussi une question qui relève du débat public, lequel exerce une influence décisive dans l'instauration des valeurs démocratiques. Pour Amartya Sen, l'ouverture associée à la démocratie fait partie de la solution face au déficit des valeurs qui constituent un obstacle à l'efficacité des marchés et il est important que les relations entre les nations soient perçues de la même façon que les relations entre les citoyens. Elle peut en effet promouvoir la participation et faire pression sur les gouvernements pour que le processus de prise de décision soit plus responsable et plus transparent.

Si l'économie de marché a incontestablement réduit les dimensions de la pauvreté, si le mécanisme des prix et le commerce international constituent des instruments essentiels au développement économique d'aujourd'hui, il est important que les gouvernements respectent les impératifs économiques d'équilibre, ce qui est parfois difficile dans le cadre des contraintes relatives aux réponses démocratiques nécessaires face aux puissantes revendications sociales.

## II. LA DÉMOCRATIE, UNE NÉCESSITÉ DU DÉVELOPPEMENT ?

Les partisans du « *wilsonisme* », selon lequel la démocratie peut endiguer le militarisme, l'autoritarisme et l'esprit de domination, ont été démentis par la chute de la République de Weimar, de la démocratie autrichienne et de nombreuses autres démocraties en Europe. Dans des contextes de crise économique, des organisations politiques et paramilitaires peuvent terrasser les valeurs démocratiques et se faire plébisciter par les masses, persuadées que la démocratie est la seule cause de leur « mal vivre »<sup>20</sup>. La conception libérale de l'économie s'accommode des pouvoirs forts et elle réduit le rôle du dévelop-

---

<sup>20</sup> Lavau G. (1990), « Propos hâtifs sur le risque démocratique », *Pouvoirs*, (52) Hiver, p. 35-42.

---

pement aux seules valeurs économiques. Elle réfute l'éthique au profit d'une efficacité discutable. Or, la réalité du développement, c'est d'abord le respect des libertés substantielles<sup>21</sup>, celles qui rejettent la malnutrition, la mortalité prématurée, l'analphabétisme et qui défendent la participation politique du plus grand nombre, à la libre expression des choix et de la parole. La Chine d'aujourd'hui, pourtant dernière dépositaire d'un communisme, il est vrai en mutation idéologique, obtient de meilleurs résultats du marché que l'Inde plus démocratique.

Le développement économique n'a d'effets importants sur l'espérance de vie que si les revenus ne sont pas trop inégalitaires. D'ailleurs, il arrive que l'espérance de vie d'un pays s'améliore sans croissance économique conséquente. C'est un choix de société, celui des plus pauvres et des droits qu'ils héritent dans la société. Un pays en développement peut disposer de services de santé et d'éducation peu onéreux, ce qui lui donne des bases d'un développement humain important, hors du courant économique lui-même. Pendant la dernière guerre mondiale, la courbe de la mortalité en France, à l'exclusion des tués par la guerre, s'est infléchie.

La démocratie permet de définir plus clairement les besoins des hommes, de favoriser leur expression et leur réalisation, elle crée des « *entitlements* »<sup>22</sup>. La satisfaction des besoins économiques semble parfois suffisante dans un contexte de liberté politique limitée. Penser autrement est souvent considéré comme un luxe occidental. Dans ce contexte, les individus placent les droits de l'État avant les leurs. Cette conception s'apparente au concept de « dictature du prolétariat », laquelle ne laissait pas s'exprimer les libertés formelles au prétexte de créer une société sans contradictions internes et sans conflits de classe. Or, la démocratie donne la parole aux gens « ordinaires », ce qui leur permet de rappeler à leurs dirigeants l'exigence de leur tâche. La démocratie devient alors un paravent à la famine, avec une revendication constante en faveur d'une meilleure répartition des ressources disponibles. La consommation de biens et services d'aujourd'hui compte moins que les « droits d'accès ». C'est par les droits d'accès que la consommation est susceptible de croître pour les plus pauvres. En leur absence, les théories sur l'équité sociale du marché refleurissent, donnant alors un voile éthique à des inégalités excessives qui

---

<sup>21</sup> Sen A. (2001), *Un nouveau modèle économique*, Éditions Odile Jacob, Paris, p. 46.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 152.

empêchent la réalisation, pour chaque citoyen, de ses droits à la nourriture, à la santé et aux choix politiques.

Pour s'en convaincre, rappelons que, en 1974, la famine au Bangladesh est survenue l'année où les ressources alimentaires disponibles par habitant ont été les plus abondantes. Les inondations ont provoqué une crise de l'emploi et une baisse de la production agricole au moment des moissons, provoquant à la fois une contraction des revenus de la main-d'oeuvre rurale et une flambée du prix du riz. Les famines rendent les pauvres directement concurrents pour la survie immédiate. Dans l'Irlande en famine du XIX<sup>e</sup> siècle, ce n'était pas la production qui manquait mais sa vente aux seuls riches anglais. Dans ces deux situations, l'éthique est abandonnée au profit du respect de flux économiques entre agents économiques aux forces inégales, notamment en matière de pouvoir politique. Enfin, la famine subsiste soit dans les pays dictatoriaux, militarisés ou colonisés, soit dans le cas d'administrations fortes peu soucieuses de démocratie. Il n'existe pas de famine dans le pluralisme démocratique<sup>23</sup>. Dans une démocratie, la crainte des votes et des mécontentements populaires favorise la recherche de moyens collectifs en vue d'éviter le pire, notamment par les incitations politiques. Les procédures démocratiques créent les conditions d'information, de concertation et de combat collectif contre le fléau des mécontentements liés aux inégalités. Il s'agit d'éviter le pire, moins d'ailleurs de réduire les inégalités que d'empêcher celles-ci de provoquer des crises irréversibles, aussi bien en termes de niveau de vie que de conflits politiques et sociaux.

Les droits de l'homme, problème éthique par excellence, seraient-ils la seule émanation du camp occidental ou sont-ils généralisables au monde entier ? D'une part, reconnus par l'État, ils ne sont pas innés. D'autre part, tout droit va avec des devoirs. La question est de savoir si l'éthique, comme les religions, tendent à l'universalité ? Et quels choix opérer dans les règles fixées ? Au fond, le monde est invité à rejoindre le club des « démocraties occidentales ». Dans ce contexte, on peut craindre que cette attitude s'apparente à celle, dominante, du XIX<sup>e</sup> siècle qui conférait à la colonisation un devoir (éthique, bien sûr) de « civilisation ». Si la liberté est un droit, elle implique aussi que l'ayant droit en soit digne. La mondialisation produit de la croissance, mais elle ne répartit pas celle-ci également.

« La légitimité des libertés élémentaires et de leur traduction en termes de droits repose 1) sur leur importance intrinsèque, 2) les

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 26.

conséquences par lesquelles elles fournissent des incitations politiques pour garantir la sécurité économique ; 3) leur rôle constructif dans l'élaboration des valeurs et des priorités »<sup>24</sup>. Les moyens et les fins du développement supposent que la liberté soit au centre du processus. Il faut les libertés politiques (celles de choisir et de critiquer les autorités politiques), les facilités économiques (l'opportunité de disposer de revenus à des fins de consommation, d'échange ou de production), les opportunités sociales (éducation, santé, liberté), les garanties de transparence (qui implique une marge de confiance suffisante dans le fonctionnement du système social) et la sécurité protectrice (qui rend la population moins vulnérable aux fluctuations de la conjoncture).

L'importance des règles du jeu, garde-fous de la démocratie, est indépendante des mouvements populaires ou des marchés capitalistes<sup>25</sup>. La démocratie c'est d'abord le libre choix des gouvernants par les gouvernés. Il s'agit de la recherche d'un consensus social et de la possibilité de l'alternance politique. Les règles du jeu définissent les procédures de la compétition électorale, laquelle est fondée sur un consensus politique et l'obéissance aux règles, dont les fonctionnements permettent aux majorités respectives de s'exprimer par l'exercice du pouvoir. Les régimes démocratiques sont par essence des régimes de paix. Personne ne songera, dans une collectivité organisée pour la guerre, à instituer en permanence la rivalité des intérêts et des partis. Si l'on accepte la rivalité des intérêts et des partis, c'est que l'on se prépare à la paix<sup>26</sup>.

Cependant, trop souvent le mot de citoyenneté désigne aujourd'hui une liste de prérogatives. L'État doit assurer aux individus la jouissance de leur droit, leur épanouissement. Dans ce cas, la citoyenneté est vidée de tout civisme. L'opposition aux totalitarismes n'est plus capable de fonder un nouvel ordre international et d'aider à la consolidation des nouvelles démocraties. Elle s'est scindée en deux mouvements: l'humanitarisme et le moralisme interventionniste. Il y a un décalage entre l'imbrication économique croissante des nations au niveau international et le dysfonctionnement des espaces politiques décisifs. La crise du civisme illustre celle de la démocratie, qui se détache de la souveraineté du peuple.

L'idée de paix universelle est en passe de s'inscrire dans les pensées. Pourtant, la guerre n'a pas disparu des préoccupations pré-

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 247.

<sup>25</sup> Bobbio N. (1990), *Liberalism and democracy*, Verso, London.

<sup>26</sup> Aron R. (1965), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, Paris.

sentes et à venir. L'ère de la dissuasion nucléaire (affrontement contre l'Union soviétique) a limité la violence militaire apparente du conflit et a ainsi neutralisé les gouvernants, lesquels étaient évidemment incapables d'employer cet ultime instrument. Si l'on veut montrer les relations entre ces régimes démocratiques et la guerre, il ne faut pas oublier un autre aspect du problème : une fois engagés dans la guerre, ces régimes vont parfois plus loin que les régimes d'autres types. En 1939/45, la mobilisation des hommes et des ressources a été plus poussée dans l'Angleterre démocratique que dans le troisième Reich. Pour les gouvernements démocratiques, il est difficile de préparer la guerre en temps de paix (les gouvernements s'efforcent d'abord de flatter les désirs supposés des citoyens) mais une fois en guerre, le régime est si différent du régime de paix qu'il est difficile à arrêter<sup>27</sup>. Aujourd'hui, l'international n'appelle plus au civisme et aux négociations, il se réduit trop souvent au respect des lois économiques libérales.

La mondialisation n'est pas un processus démocratique, ce qui met en danger les démocraties modernes, dont la principale action consiste à montrer leur capacité à affronter l'économie mondiale, tout en permettant à leurs nationaux de conserver leur identité et leur bien-être<sup>28</sup>. Le monde paraît divisé aujourd'hui entre des pays riches, où la démocratie semble surtout conçue comme l'équivalent politique du marché, et des pays pauvres et dominés qui appellent démocratiques leurs résistances à des influences étrangères, économiques ou culturelles, qui risquent de leur faire perdre leur identité<sup>29</sup>. Pour Jean-Christophe Rufin, la civilisation libérale est elle-même une forme subtile et puissante de dictature<sup>30</sup>. À la différence de celles qui sont fondées sur la contrainte, cette dictature de la liberté est dotée d'une étrange propriété: elle est capable de se nourrir de ce qui s'oppose à elle. Pendant les 70 ans où elle a prétendu combattre le marxisme soviétique, elle l'a en même temps soutenu et utilisé comme régulateur de la révolte sociale. Aujourd'hui, la civilisation libérale s'appuie sur de nouvelles peurs: le Sud, l'écologie, l'exclusion sociale, arguments essentiels pour conserver le pouvoir. Mais on assiste aussi à une dissociation du national (espace du contrôle démocratique) et du transnational dans lequel se trouvent les vrais enjeux. Elle permet au

---

<sup>27</sup> Touraine A. (1991), « Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (128) Mai 1991, p. 275-283.

<sup>28</sup> Sandel M. (1996), *Democracy's Discovery*, Harvard University Press, April.

<sup>29</sup> *Op. cit.*, p. 275-283.

<sup>30</sup> Rufin J.-C. (1994), *La dictature libérale*, Jean-Claude Lattès, Paris.

système économique de se développer hors du contrôle démocratique, en limitant la rébellion politique, en la circonscrivant dans un cadre national désuet. On assiste bien à une fin de l'Histoire, mais il ne faut pas s'en réjouir.

Les pouvoirs publics doivent alors mettre en place les infrastructures et le climat de confiance nécessaires à la compétitivité du pays, tout en maintenant les mesures de soutien aux travailleurs en protégeant la qualité de la vie du travail, la santé, l'éducation et la formation de la population. Dans ce contexte, les pouvoirs publics ont pour vocation de promouvoir la diffusion des droits de l'homme, la démocratie et l'amélioration des conditions de travail, le développement économique national par une croissance économique globale soutenable et l'amélioration du bien-être social de tous les travailleurs. Dans un contexte de globalisation, les organisations économiques internationales doivent produire du sens collectif, même si elles sont rendues souvent inefficaces par trop de bureaucratie et de respect pour les avantages des grandes puissances. La coordination internationale est un long apprentissage, qui ne peut fonctionner efficacement sans volonté politique.

L'extension du libéralisme à l'ensemble du champ mondial crée de nouveaux risques, et notamment un risque « systémique ». Ces menaces suscitent, à leur tour, un nouveau et urgent besoin : la mise en place d'organismes de concertation et de régulation, c'est-à-dire d'un leadership collectif, d'un gouvernement économique mondial<sup>31</sup>. La globalisation limite les choix en réduisant le pouvoir des processus politiques nationaux qui expriment quelques préférences collectives. On risque alors de voir émerger de nouvelles formes de nationalisme, de revanches ethniques ou de fondamentalisme religieux. Les enjeux sont considérables. La démocratie formelle n'est pas la condition nécessaire du développement, ni le développement la condition de la démocratie. Ce n'est pas parce que les sociétés ne sont pas démocratiques qu'elles sont pauvres, c'est parce qu'elles vivent dans un mode de fonctionnement inégalitaire et hiérarchique.

La capacité destructive de la production, notamment militaire, susceptible d'entraîner la disparition de toute vie humaine, est un facteur qui oriente les sociétés modernes vers une forme de structuration sur-étatique. C'est un motif suffisant pour la mise en place d'une forme d'autorité appropriée, démocratiquement contrôlée.

---

<sup>31</sup> Valance G. (1992), *Les maîtres du monde, Allemagne, États-Unis, Japon*, Flammarion, Paris.

Il ne s'agirait cependant pas d'un super État qui se substituerait aux États existants, mais d'un sur-État. Lors de la guerre du Golfe, on s'est retrouvé aux antipodes d'une authentique "volonté générale". La légitimité démocratique des instances de l'ONU est sujette à caution, même si le système mondial reste caractérisé par la domination des États du centre. La mobilisation politique et militaire pour la victoire ou la survie de l'État, comme la défense par une collectivité de son territoire et de ses coutumes et croyances, sont des forces qui peuvent bouleverser les pouvoirs par les règles démocratiques. Cependant, les pays subissant l'ingérence pourraient bien préférer la tyrannie au remède de l'apparence de la démocratie, qui a des effets secondaires désastreux<sup>32</sup>. Lester Thurow défend le principe d'une discipline collective. Dans le capitalisme, des idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité n'ont pas de valeur. Dans l'histoire, les groupes ont précédé les hommes et leur individualisme. Un support social définit l'être humain. Les gouvernements ont toujours existé, afin d'établir les règles du jeu de l'ordre social. L'altruisme est nécessaire à la survie individuelle. C'est par le respect de l'autre (valeur éthique s'il en est) que la démocratie peut aider à supporter un capitalisme, créateur d'inégalités, mais aussi de précarité.

Si rien ne change, une partie du monde risque d'imploser, une autre de se reconstruire sur la base d'idéologies peu tolérantes et fascistes. Le déclin de l'État/Nation est accéléré par l'idéologie libérale qui l'imagine comme une scorie qu'il faut supprimer au bénéfice du grand marché libérateur, autonome et prospère. L'orientation marchande de la démocratie est prise dans une violente contradiction, celle d'obtenir une majorité dans un système inégalitaire tout en disposant de minorités acceptant les règles qui les dessert<sup>33</sup>. La démocratie capitaliste n'est pas indépendante des intérêts et des conflits de classe. *A priori*, avec la mondialisation de l'économie, la démocratie apparaît fortement liée à la liberté, à la capacité de résister à l'oppression de la bureaucratie, à la consommation et à l'information de masse<sup>34</sup>. Désormais, deux mondes se regardent<sup>35</sup> : le Nord supposé

---

<sup>32</sup> Messica F. (1995), « Lingérence : droit, devoir ou violation ? », in *Les nouveaux espaces politiques*, George Labica ed., L'Harmattan et Association pour la recherche de synthèses en sciences humaines, Paris.

<sup>33</sup> Berthoud G. (1993), « Vers une démocratie marchande ? », in *Revue Européenne des Sciences Sociales*, Cahiers Vilfredo Pareto, « La démocratie, une et multiple », (97) Tome XXI, 1993. p. 243/252.

<sup>34</sup> Guéhenno J.-M. (1993), *La fin de la démocratie*, Flammarion, Paris.

<sup>35</sup> Rufin J.-C. (1991), *L'empire et les nouveaux barbares*, J.-C. Lattès, Paris.

réunifié et dépositaire des valeurs du droit (l'Empire), et le Sud chaotique et incontrôlable (les nouveaux barbares). Le Nord est tenté par l'immobilisme, garant de la richesse et de la paix et de sa sécurité, face à un Sud déchiré par les guerres, et il est tenté de renoncer à étendre au monde entier ses idéaux démocratiques. Le Sud échappe à toute influence. Accepter cette idéologie de la séparation, c'est installer en toute légitimité un apartheid mondial.

La mondialisation mine les valeurs traditionnelles<sup>36</sup>, sans pour autant produire une culture suffisamment universelle pour ne pas provoquer des tensions sociales et sociétales douloureuses. Elle limite les choix en réduisant le pouvoir des processus politiques nationaux qui exprimaient quelques préférences collectives. Aujourd'hui, la répression subsiste. Plusieurs indices ont été construits, notamment celui de Freedom House ou de Reporters sans frontières. Concernant l'indice de répression (Tableau 1), les critères sont les suivants : respect de la liberté d'expression, du droit d'assemblée, d'association, d'éducation et de religion, avec un droit équitable pour chaque citoyen et une activité économique libre. Cette organisation reconnaît elle-même qu'elle est américaine et formée de personnalités convaincues que le leadership des États-Unis est essentiel à la cause du développement des droits et des libertés dans le monde. Ainsi, la France est en seconde catégorie pour ses lois anti-sectes, l'intervention de l'État avec des prélèvements obligatoires excessifs et le respect insuffisant des valeurs du marché. On peut dans ce cadre discuter de l'opportunité des composantes de cet indice. Les indices sur les droits politiques (Tableau 2) et la liberté de la presse (Tableau 3) sont sans doute plus intéressants.

---

<sup>36</sup> Stiglitz J.-E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris, p. 316.

Tableau 1. La répression globale dans le monde, selon Freedom House

NIVEAU DE RÉPRESSION CROISSANT	PAYS
Niveau 1	Australie, Autriche, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Irlande, Islande, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Uruguay.
Niveau 2	Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Belgique, Bénin, Botswana, Chili, Corée du Sud, Costa Rica, Rep. Dominicaine, Espagne, Estonie, France, Guyana, Hongrie, Italie, Jamaïque, Japon, Lettonie, Lituanie, Maurice, Panama, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suriname, Rep. Tchèque, Trinité-et-Tobago,
Niveau 3	Bolivie, Brésil, Bulgarie, Croatie, Équateur, Ghana, Grèce, Honduras, Inde, Israël, Macédoine, Malawi, Mali, Mexique, Mongolie, Namibie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Salvador, Thaïlande,
Niveau 4	Arménie, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Centrafrique, Colombie, Les Comores, Rep. Congo, Gabon, Géorgie, Guatemala, Indonésie, Jordanie, Lesotho, Madagascar, Maroc, Moldavie, Mozambique, Népal, Niger, Nigeria, Ouzbékistan, Sénégal, Sri Lanka, Tanzanie, Ukraine, Zambie.
Niveau 5	Albanie, Algérie, Azerbaïdjan, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, EMU, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kazakhstan, Kenya, Kirghizstan, Koweït, Liban, Malaisie, Mauritanie, Oman, Ouganda, Pakistan, Russie, Sierra Leone, Singapour, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Turquie, Vénézuéla,
Niveau 6	Angola, Barheïn, Belarus, Bhoutan, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chine, Congo dem., Laos, Liberia, Qatar, Rwanda, Tadjikistan, Vietnam, Yémen.
Niveau 7	Afghanistan, Arabie Saoudite, Corée du Nord, Cuba, Guinée Équatoriale, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie, Turkménistan,

Tableau 2. *Indice global des droits politiques*

NIVEAU CROISSANT DE RÉPRESSION	PAYS
Niveau 1	Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Costa Rica, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Maurice, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovénie, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suriname, Rep. Tchèque, Uruguay.
Niveau 2	Bolivie, Botswana, Brésil, Chili, Corée du Sud, Croatie, Rep. Dominicaine, Ghana, Guyana, Inde, Jamaïque, Lesotho, Mali, Mexique, Mongolie, Namibie, Papouasie-Nouvelle Guinée, Pérou, Philippines, Roumanie, Salvador, Sénégal, Thaïlande.
Niveau 3	Albanie, Argentine, Bénin, Équateur, Honduras, Indonésie, Macédoine, Madagascar, Moldavie, Mozambique, Nicaragua, Sri Lanka, Trinité et Tobago, Turquie, Venezuela.
Niveau 4	Arménie, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Colombie, Djibouti, Gambie, Géorgie, Guatemala, Guinée-Bissau, Kenya, Koweït, Malawi, Népal, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Tanzanie, Ukraine, Zambie.
Niveau 5	Bahreïn, Rep. Centrafrique, Les Comores, Éthiopie, Gabon, Malaisie, Maroc, Mauritanie, Russie, Singapour.
Niveau 6	Afghanistan, Algérie, Angola, Azerbaïdjan, , Belarus, Bhoutan, Burundi, Cambodge, Cameroun, Congo, Congo (rep.), Côte d'Ivoire, Égypte, EMU, Guinée, Haïti, Iran, Jordanie, Kirghizstan, Liban, Libéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, Somalie, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Togo, Tunisie, Yemen, Zimbabwe.
Niveau 7	Arabie Saoudite, Chine, Corée du Nord, Rwanda, Soudan, Syrie, Turkménistan, Vietnam.

**Tableau 3. Indice de liberté de la presse (Reporters sans frontières)**

INDICATEUR LIBERTÉ DE LA PRESSE	PAYS
Niveau 1 (entre 0 et 4)	Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède.
Niveau 2 (entre 4 et 10)	Afrique du Sud, Autriche, Bénin, Bulgarie, Costa Rica, Croatie, Équateur, Espagne États-Unis, Grèce, Hongrie, Japon, Maurice, Namibie, Paraguay, Pérou, Pologne, Royaume-Uni, Salvador, Slovénie, Suisse, Taiwan, Uruguay.
Niveau 3 (entre 10 et 20)	Argentine, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Chili, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Italie, Liban, Maroc, Niger, Nigeria, Ouganda, Panama, Roumanie, Sénégal, Sri Lanka, Rep. Tchèque.
Niveau 4 (entre 20 et 40)	Afghanistan, Algérie, Angola, Palestine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Indonésie, Israël, Jordanie, Kenya, Kirghizstan, Koweït, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mexique, Mongolie, Mozambique, Philippines, Rwanda, Serbie, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Turquie, Venezuela, Yemen, Zambie.
Niveau 5 (entre 40 et 60)	Bangladesh, Belarus, Colombie, Congo (dem), Guinée équatoriale, Iran, Kazakhstan, Mauritanie, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Russie, Tunisie, Ukraine, Zimbabwe.
Niveau 6 (entre 60 et 80)	Arabie saoudite, Irak, Libye, Syrie,
Niveau 7 (entre 80 et 100)	Bhoutan, Corée du Nord, Cuba, Érythrée, Laos, Myanmar, Turkménistan, Vietnam.

Pour Amartya Sen<sup>37</sup>, les moyens et les fins du développement supposent que la liberté soit au centre du processus. Il faut assurer les libertés politiques (celles de choisir et de critiquer les autorités politiques), les facilités économiques (l'opportunité de disposer de revenus à des fins de consommation, d'échange ou de production), les

<sup>37</sup> Sen A. (2001), *Un nouveau modèle économique*, Éditions Odile Jacob, Paris, p. 48 et s.

opportunités sociales (éducation, santé, liberté), les garanties de transparence (qui impliquent une marge de confiance suffisante dans le fonctionnement du système social) et la sécurité protectrice (qui rend la population moins vulnérable aux fluctuations de la conjoncture). Aujourd'hui, la science est asservie à la technique, elle se propose de maximiser la production en vue d'accumuler du capital. Le mondialisme fait régner l'idéologie d'un marché planétaire dominant, sans frontières. Il conduit à l'impérialisme des valeurs économiques libérales.

La démocratie a perdu son âme avec l'information « orientée » du marketing politique, le coût des campagnes électorales, l'application de règles qui favorisent les uns par rapport aux autres, allant même jusqu'à travestir la volonté du peuple. Dans ce contexte, s'il ne faut pas remettre en cause l'idéal de la démocratie, au moins faut-il en modifier les règles d'application et veiller à une égalité minimale de l'information. Le vrai problème est celui des inégalités de pouvoir<sup>38</sup>. Dans ce cas, la démocratie est parfois plus une excuse qu'une réalité. La mondialisation a tendance à accroître les inégalités entre pays développés et pays en développement, mais aussi entre les riches et les pauvres à l'intérieur d'une économie nationale ou régionale. La mondialisation porte en elle un paradoxe : elle conduit à une homogénéisation des biens et des services, mais en même temps elle favorise la différenciation par les revenus et les patrimoines<sup>39</sup>. Elle donne son absolutisme rapide à tous mes manquements d'éthique, à condition de « rentrer » dans le rang du respect des lois marchandes.

Au fond, du fait d'une absence de contrôle, la gouvernance mondiale dissimule un libéralisme économique soucieux prioritairement des intérêts économiques à court terme. Les entreprises privées agissent directement sur cette régulation économique par la coopération des entreprises, les ententes des cartels, les associations patronales et la mise en place de régimes privés internationaux. Aujourd'hui, le pouvoir privé prend une place prépondérante dans les choix publics. Les conflits continuent avec la mondialisation de la concurrence<sup>40</sup>. Le pacifisme libéral cache des rapports d'hégémonie occultés par l'idée de l'universel. De nouveau, la guerre est à l'ordre du jour, et avec elle émergent de nouveau un néocolonialisme et un néo-impérialisme, solidaires de la mondialisation capitaliste. Au nom de la démocratie, des injustices innombrables ont été commises. La démocratie peut servir

---

<sup>38</sup> Sen A. (2001), « Dix vérités sur la mondialisation », *Le Monde*, 19 juillet.

<sup>39</sup> Dossiers français (2001), « Mondialisation et inégalités », *La Documentation française*, Novembre-Décembre.

<sup>40</sup> Tosal A. (1995), *Démocratie et libéralisme*, Éditions Kimé, Paris.

d'écran pour des visées hégémoniques, pour des raisons politiques, économiques et stratégiques<sup>41</sup>. Il faut trouver une thérapie sociale et une culture de tolérance et développer la démocratie de proximité. La démocratie a besoin d'une utopie, une route vers une meilleure société, une vision qui dépasse les intérêts particuliers étroits.

Il est urgent de trouver une thérapie sociale et une culture de tolérance, en développant notamment la démocratie de proximité, même si aucune exception culturelle ne peut être invoquée contre les droits humains. Une société doit se penser comme humaine, ce qui n'est pas le cas de celle qui est modelée par le marché et sa fameuse main si invisible qu'elle ressemble à un ectoplasme bien pratique pour les libéraux. Il y a peu de consensus sur la nouvelle société à construire. Le choix n'est pas dans une souveraineté nationale réduite au minimum, car il existe une volonté démocratique accrue, alors même que la globalisation réduit chaque jour le volontarisme des hommes pour un modèle de société souhaitable. Lester Thurow défend le principe d'une discipline collective. Dans le capitalisme, des idéaux sociaux comme l'honnêteté ou l'égalité n'ont pas de valeur. L'histoire du refus du rôle économique de l'État est différente de celle défendue par le libéralisme. Les groupes ont précédé les hommes et leur individualisme. Un support social définit l'être humain, notamment pour définir les règles du jeu de l'ordre social. L'altruisme existe aussi.

Pour Amartya Sen, il n'y a pas de heurt des civilisations, mais il faut que chacune d'entre elles accepte la différence de l'autre et s'en imprègne dans ses valeurs les plus fécondes<sup>42</sup>. Les hommes ont des niveaux d'appartenance multiples et aucun d'eux ne doit être fondé sur la négation de l'autre<sup>43</sup>. L'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une construction patiente. L'histoire l'a déjà démontré, le processus de la mondialisation n'est pas irréversible. Elle n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale, mais la remise en cause de l'État-providence entérine l'affaiblissement du politique. Sans son adversaire systémique, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice, car elle devient la justification d'un jeu de pouvoirs aux armes très inégales. La globalisation d'aujourd'hui produit un résultat qui est souvent socialement

---

<sup>41</sup> Imbeault M., Montifroy G.A. (1995), *Géopolitique et démocratie. Perspectives sur la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions Frison Roche, Paris.

<sup>42</sup> Sen A. (2003), « Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ? », in *Civilisations, globalisation, guerre*. Discours d'économistes (sous la direction de Jacques Fontanel), Collection « Débats ». Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

<sup>43</sup> Engelhard (1966), *op. cit.*

injuste, politiquement et, finalement, économiquement inefficace. Alors que les aspirations démocratiques se développent, la globalisation réduit les pouvoirs des citoyens du monde.

Selon Daniel Kaufmann, directeur de Global Gouvernance à la Banque mondiale, les réformes institutionnelles et économiques doivent être entreprises en promouvant des approches participatives<sup>44</sup>. Lors de la Conférence internationale G05, les participants ont émis des propositions en vue de combler le déficit démocratique dont souffre la gouvernance mondiale. Pour Rajesh Tandon<sup>45</sup>, plusieurs principes fondamentaux d'intervention de la société civile doivent être respectés pour développer la démocratie mondiale dans les processus décisionnels internationaux en vue de garantir les libertés individuelles et le bien-être des citoyens du monde. Les institutions et les priorités mondiales devraient être soumises à l'obligation démocratique de rendre compte sur le plan politique. Le régime politique démocratique mondial devrait être légitimé par des mécanismes de représentation directe, tout comme d'ailleurs les différents niveaux de la gouvernance, du local à l'international. En outre, la participation citoyenne au processus décisionnel mondial suppose l'égalité des chances de tous les citoyens du monde, lesquels devraient avoir un accès garanti aux biens collectifs de la planète. Dans ce contexte, les principes de transparence des comptes devraient être respectés, avec l'aide d'une Organisation des Nations Unies moins dépendante des États.

Cependant, les principaux acteurs du monde d'aujourd'hui pensent souvent que la démocratie est devenue un luxe, qu'il faut maquiller en apparence. David Rockefeller considérait en 1991 que « le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés »<sup>46</sup>. Dans le même élan Henry Kissinger affirmait que « l'unique chose que tous les hommes craignent est l'inconnu. Confrontés à ce scénario, les droits individuels seront volontairement abandonnés au profit de la garantie de leur bien-être assuré par un gouvernement mondial »<sup>47</sup>.

---

<sup>44</sup> Ribeiro J. (2006), *Démocratie et économie de marché. La transparence, la responsabilité et la participation sont essentielles*, Chroniques de l'ONU, unchronicle@un.org

<sup>45</sup> Tandon R. (2005), *La démocratisation de la gouvernance mondiale*, Conférence internationale G05, organisée par le Forum international de Montréal, Université McGill, Montréal, Québec, Canada, du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2005.

<sup>46</sup> Rockefeller D. (1991), *Groupe de Bilderberg et Commission Trilatérale, Baden Baden*.

<sup>47</sup> Kissinger H. (1991), *Groupe de Bilderberg et Commission Trilatérale, Baden Baden*.

La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale qui est susceptible d'exacerber les crises identitaires et le repli sécuritaire. Pour Baudrillard<sup>48</sup>, mondialisation et universalité ne vont pas de pair, elles seraient plutôt exclusives l'une de l'autre. La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information marchande. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture, de la démocratie. Si la mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition. Une meilleure définition de la démocratie aujourd'hui insisterait le libre choix d'un gouvernement représentatif des intérêts de la majorité et respectueux du droit fondamental de toutes les personnes à vivre en accord avec leurs croyances et leurs intérêts fondamentaux<sup>49</sup>. Il n'existe pas un modèle universel de démocratie, mais le politique doit réinvestir l'économique, avec les refus de la raison technocratique et d'un individualisme excessif qui rejette les valeurs collectives. Il faudrait se diriger vers une citoyenneté sociale et un pluralisme de bien-être. C'est un véritable enjeu de civilisation.

---

<sup>48</sup> Baudrillard J. (1996), « Le mondial et l'universel », *Libération*, 18 mars.

<sup>49</sup> Touraine A. (1991), « Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui ? », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, (128) Mai 1991, p. 275-283.

## Bibliographie

- Aron, R. (1965), *Démocratie et totalitarisme*, Gallimard, Paris.
- Belmary, A. (1999), *Abel ou la traversée de l'Eden*, Grasset, Paris.
- Berthoud, G. (1993), Vers une démocratie marchande, in *Revue Européenne des Sciences Sociales* (97).
- Bobbio, N. (1990), *Liberalisme and democracy*, Verso, London.
- Bruckner, P. (1990), *La mélancolie démocratique*, Le Seuil, Paris
- Brzezinski, Z. (1971), *La révolution technotronique*, Calmann Levy Paris.
- Debray, R., *Révolution dans la révolution*, Maspero, Paris.
- Dossiers français (2001), Mondialisation et inégalités, *La Documentation Française*, novembre.
- Englehard (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa.
- Fitoussi, J-P. (2004), *La démocratie et le marché*, Grasset, Paris.
- Flemming Marsen (2002), Comment (mieux) gouverner l'économie mondiale, FMI. Conférence Helsinki, 2 décembre.
- Fontanel, J. (1983), *Economie des armes*. La Découverte, Paris.
- Fontanel, J. (1979) *Ecologie, économie et plurigestion*. Éditions Entente.
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, PUG, Grenoble.
- Fontanel, J. (1995) *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J., 2005. La globalisation en analyse. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*, L'Harmattan, Paris,
- Fontanel, J. (2007), L'Afrique et le FMI, *Géopolitique Africaine*, mars.
- Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris.
- Friedman, M., Friedman, R. (1980), *Free to choose*, Penguin.
- Galbraith, J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, Grasset, Paris.
- Griswold, D. (2005), Mondialisation, droits de l'homme et démocratie, *Journal USA*. [www.freetrade.org](http://www.freetrade.org).
- Guehenno, J-M. (1993), *La fin de la démocratie*, Flammarion, Paris.
- Guillebaud, J-C. (1995), *La trahison des Lumières*, Le Seuil, Paris.
- Imbeault, M., Montifroy, G.A. (1995), *Géopolitique et démocratie*, Editions Fruison Roche, Paris
- Kissinger, H. (1991), *Groupe de Bilderberg et Commission trilatérale*, Baden Baden
- Lavau, G. (1990), Propos hâtifs sur le risque démocratique, *Pouvoirs* (52)
- Lenine (1980), *L'Etat et la révolution*, Publication d'Etat de Moscou.
- Messica, F. (1995), L'ingérence, devoir ou violation ?, in *Les nouveaux espaces politiques* (G. Labica ; Ed.), L'Harmattan, Paris.
- Petras, J. (2000), *Capitalisme et démocratie*. Innovations, n°11.
- Rawls, J. (1993), *Justice et démocratie*, Le Seuil, Paris.
- Ribeiro, J. (2006), Démocratie et économie de marché, Chronique ONU.
- Rockefeller, D. (1991), *Groupe de Bilderberg et Commission trilatérale*, Baden Baden
- Rufin, J-C. (1991), *L'empire et les nouveaux barbares*, Lattès, Paris.
- Rufin, J-C. (1994), *La dictature libérale*, Lattès, Paris.
- Sandel, M. (1996), *Democracy's Discovery*, Harvard University Press, April
- Sen, A. (2001), Dix vérités sur la mondialisation, *Le Monde*, 19 Juillet
- Sen, A. (2003), Identité et conflit. Existe-t-il un conflit des civilisations in *Civilisation, globalisation, guerre* (Fontanel, Ed.), PUG, Presses Universitaires de Grenoble.

- Smith, R., Fontanel, J. (2008.) International security, defence economics and the powers of nations. *War, peace and security*, 6, à paraître.
- Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris
- Tandon, R. (2005), *La démocratisation de la gouvernance mondiale*, Mac Gill, Montréal.
- Tosel, A. (1995), *Démocratie et libéralisme*, Editions Kimé, Paris.
- Touraine, A. (1991), Qu'est-ce que la démocratie aujourd'hui? *Revue Internationale des Sciences Sociales* (128), May
- Townsend, P. (1979), *Poverty in United Kingdom*, Pelican Book, London.
- Valance, G. (1992), *Les maîtres du monde, Allemagne, Etats-Unis, Japon*, Flammarion, Paris.